



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1354>

La France aux manettes du G20 en 2011

- La revue - Les archives de la revue - Année 2011-2012 - N°31 septembre-octobre 2011 -



Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2011

L'École Émancipée

La France sera présidente du G20 à Nice, les 3 et 4 novembre prochains. C'est une occasion unique pour Nicolas Sarkozy de restaurer son image dans l'opinion publique française à quelques mois de l'élection présidentielle et de se construire une image de leader sur la scène internationale.

A fin de masquer les difficultés intérieures et l'incapacité apparente du gouvernement à répondre à la crise autrement que par des plans d'austérité sociale, il affichera, à travers le G20, un volontarisme particulier pour résoudre la crise à l'international. Pour légitimer ce volontarisme, Nicolas Sarkozy et son gouvernement disent que les derniers G20 ont été un grand succès : ils ont été efficaces par rapport à la crise, ont sauvé le système financier et ont relancé une « croissance équilibrée ». Les discours officiels récents évitent par contre soigneusement d'aborder la question de la régulation financière, qui avait pourtant été érigée comme la question centrale. Ils évitent également de souligner les conclusions parfaitement néolibérales de tous les derniers G20, qui appellent à la lutte contre le protectionnisme, à la conclusion des négociations de l'OMC, à la libéralisation des marchés, y compris financiers. C'est bien le G20, aussi, qui a remis en selle le FMI en 2009 et qui, tout en nous endormant avec des promesses jamais tenues de régulation de la finance, a organisé son sauvetage sans condition et mis en place les conditions pour imposer les plans d'austérité partout en Europe.

Les différents discours de Nicolas Sarkozy ou de Christine Lagarde et les sites officiels ont clairement fait apparaître plusieurs chantiers pour le G20 français, parmi lesquels :

- ▶ La réduction de la volatilité des marchés de matières premières : Nicolas Sarkozy estime qu'il faut réguler spécifiquement ce segment de marchés financiers. Première remarque : pourquoi s'arrêter à ce segment de marchés ? Seconde remarque : les propositions effectives concernant les marchés de matières premières restent extrêmement faibles. Rien qui puisse résoudre réellement un problème qui a des conséquences gravissimes, comme on l'a vu en 2008, où les spéculations financières ont fait flamber les prix alimentaires et ont entraîné une très forte augmentation de la faim dans le monde.
- ▶ La gouvernance mondiale : il s'agit pour la présidence française d'« établir des relations internationales fondées sur plus de légitimité, plus d'égalité et plus de droits ». Mais aucune proposition précise et concrète n'est faite. Deux instances internationales retiennent l'attention de la présidence française. D'une part, Nicolas Sarkozy souhaite voir renforcée l'ONU et élargi son conseil de sécurité : si l'intention est louable et rejoint les demandes faites depuis longtemps par de très nombreux mouvements sociaux, elle est en contradiction avec l'insistance de la France de faire du G20 le principal directoire mondial.
- ▶ La régulation financière, qui se résume à la mise en oeuvre des décisions des sommets des G20 précédents. Il est dit que « la France défendra l'idée d'une taxe sur les transactions financières ». Mais Sarkozy sait que ces discours n'engagent pas réellement, sachant la position réfractaire d'autres puissances du G20.
- ▶ Les pays les moins développés, avec un programme d'aides de la part des pays riches. Mais comment accorder du crédit à cette proposition, quand les multiples promesses réalisées dans le cadre de l'ONU sont restées sans suites ? La question du développement telle qu'elle est portée par le G20 s'inscrit pleinement dans la doctrine néolibérale et le consensus de Washington. L'agenda défini met ainsi en avant les investissements privés étrangers dans les pays les moins développés et le renforcement avant tout du secteur privé, tandis que les propositions telles que la limitation de l'évasion fiscale ne s'accompagnent d'aucune proposition concrète.

Du 1er au 4 novembre contre le G20, de multiples mouvements associatifs, syndicaux, politiques, citoyens, internationaux, se donnent rendez-vous à Nice. Cette mobilisation sera clé pour faire entendre la voix des citoyens, en écho à tous les mouvements contre l'austérité et pour la démocratie. ĩ

Aurélie Trouvé, co-présidente d'Attac